

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dix-huitième réunion du Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques

Rabat, le 26 décembre 2023

Le Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques, composé des représentants de Bank Al-Maghrib, de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale et de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures, a tenu le mardi 26 décembre sa dix-huitième séance au siège de Bank Al-Maghrib (BAM) à Rabat.

Après avoir fait le point sur l'état d'avancement de la feuille de route de stabilité financière couvrant la période 2022-2024, le Comité a analysé la cartographie des risques systémiques et passé en revue la synthèse des travaux de son sous-comité mensuel. Les indicateurs de suivi examinés continuent de montrer la solidité et la résilience du secteur financier marocain.

A l'issue de l'analyse de la situation du système financier au regard des tendances économiques et financières, observées et attendues, le Comité a relevé ce qui suit :

- L'évolution des conditions macroéconomiques continue de faire l'objet d'un suivi rapproché dans un contexte international marqué par de fortes tensions géopolitiques (enlèvement de la guerre en Ukraine et conflit au Moyen-Orient) et par la poursuite du ralentissement de l'économie mondiale. Au niveau national et selon les projections de Bank Al-Maghrib, la croissance économique devrait enregistrer une amélioration en 2023 à 2,7% après 1,3% en 2022, avant de se consolider à 3,2% en 2024 et à 3,4% en 2025. Après trois hausses successives du taux directeur d'un total de 150 points de base entre septembre 2022 et mars 2023 pour s'établir et se maintenir à ce jour à 3%, l'inflation, quant à elle, continue son ralentissement depuis le pic de février dernier et ressortirait au terme de l'année 2023 à 6,1% en moyenne contre 6,6% en 2022 avant de reculer sensiblement pour s'établir à 2,4% en 2024 et 2025. Concernant la position extérieure, le déficit du compte courant devrait s'atténuer à 1,6% du PIB en 2023 et se creuserait au cours des deux prochaines années pour se situer à 2,5% en 2024 puis à 3,8% en 2025, tandis que les avoirs officiels de réserve permettraient la couverture au cours des deux prochaines années de près de 5 mois et 6 jours d'importations de biens et services. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire poursuivrait son atténuation à 4,8% du PIB en 2023, à 4,5% en 2024 et à 3,9% en 2025. Dans ces conditions, l'endettement du Trésor devrait s'alléger à 69,8% du PIB en 2023, puis à 69,6% en 2024 et à 68,9% en 2025.
- Le rythme de progression du crédit bancaire au secteur non financier a décéléré au cours des trois premiers trimestres de 2023, reflétant le ralentissement des facilités de trésorerie accordées aux entreprises privées, et devrait terminer cette année à 2,6% avant de s'accélérer à 4,6% en 2024 et à 4,7% en 2025 à la faveur notamment de l'évolution projetée de l'activité économique. Le taux des créances en souffrance se situe à fin octobre 2023 à 8,9% contre 8,4% à fin 2022, pour un taux de provisionnement de 67,5%.

- Le secteur bancaire a enregistré sur base sociale, au terme du 1^{er} semestre 2023, une hausse de 13,5% du résultat net cumulé des banques, portée par une bonne tenue des résultats d'intermédiation et un redressement des résultats de l'activité de marché. Cette performance est venue consolider la solidité des banques dont les ratios d'adéquation des fonds propres ont atteint, à fin juin 2023, 15,8% pour le ratio de solvabilité et 12,9% pour le ratio des fonds propres de catégorie 1, sur base individuelle, pour des minima réglementaires de 12% et 9%, respectivement. Sur base consolidée, ces ratios s'établissent à 13,4% et 11,4%. Sur le plan de la liquidité, les banques continuent de disposer de coussins de liquidité supérieurs au minima réglementaire. Dans ces conditions, l'exercice de macro stress test réalisé par Bank Al-Maghrib sur la base des projections économiques de décembre 2023 confirme de nouveau la résilience du secteur bancaire face aux scénarii de chocs simulant une forte détérioration des conditions économiques.
- S'agissant des Infrastructures des Marchés Financiers, à l'instar de Maroclear, elles font l'objet régulièrement de missions de contrôle sur place et de suivi de la mise en œuvre des recommandations y afférentes. Les résultats du suivi et des évaluations effectuées continuent de confirmer la forte résilience de ces infrastructures aussi bien sur le plan financier que sur le plan opérationnel et présentent toujours un niveau de risque faible pour la stabilité financière.
- Pour sa part, le secteur des assurances a continué à démontrer sa résilience et à se développer, en dépit d'une conjoncture macroéconomique difficile. A fin octobre, les primes émises ont augmenté de 1,4%, pour atteindre 47,4 milliards de dirhams, grâce à la dynamique de la branche non-vie qui a réalisé une croissance de 7,1% au moment où l'activité vie a baissé de 5,2% en lien notamment avec la hausse de l'inflation. Sur le plan financier, le portefeuille des placements du secteur s'est apprécié de 3,3% pour s'établir à 229,6 milliards de dirhams. Pour leur part, les plus-values latentes ont profité de la reprise du marché boursier et ont augmenté de 30,6% pour atteindre 19,6 milliards de dirhams. S'agissant du résultat net, il s'est apprécié de 9,1% en glissement annuel. En termes de solvabilité, le secteur continue de dégager une marge moyenne largement au-dessus du minimum réglementaire sous le référentiel prudentiel actuel.
- Sur le marché boursier, l'indice MASI a poursuivi une tendance haussière, enregistrant un gain de 11,89% au 12 décembre et ce, avec un niveau de volatilité modéré de 9,71% en moyenne. La valorisation globale du marché reste relativement élevée avec un PER à 17,7x mais elle s'inscrit en baisse par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Le ratio de liquidité du marché boursier à fin novembre s'élève à 9,50% contre 8,51% une année auparavant.
- Sur le marché obligataire, les taux des BDT ont connu à la fin du 1^{er} semestre 2023 un recul notable, suivi d'une stabilisation tout au long du 2^{ème} semestre avec un tassement du niveau de volatilité et ce, après la tendance haussière enregistrée depuis le 2^{ème} semestre 2022, en lien notamment avec le resserrement de la politique monétaire. L'encours de la dette privée à fin octobre 2023 s'élève à 250 milliards de dirhams, en légère baisse de 1,71% en glissement annuel.
- L'endettement net des émetteurs non-financiers au 1^{er} semestre 2023 demeure à un niveau modéré soit 49% des fonds propres pour les émetteurs cotés et 81% des fonds propres pour les émetteurs non cotés.
- Après le mouvement de rachat ayant caractérisé l'année 2022 dû à la baisse du marché boursier et la hausse importante des taux obligataires, l'actif net global des OPCVM s'est établi au 1^{er} décembre 2023 à 572,3 milliards de dirhams enregistrant ainsi une hausse de 14,25% par rapport à fin décembre 2022, contre une baisse de 15,5% en 2022. Les souscriptions des

investisseurs se sont orientées particulièrement vers les catégories « obligations à court terme » et « obligations à moyen et long termes » à hauteur respectivement de 43,9 et 16,3 milliards de dirhams. S'agissant des organismes de placement collectif immobilier (OPCI), leur actif net global continue de croître, atteignant 76,5 milliards de dirhams à fin octobre 2023, soit une hausse de 32,5% par rapport à fin décembre 2022.

Le Comité a, par ailleurs, fait le point sur les actions en cours visant à renforcer encore davantage la conformité et l'efficacité du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et a appelé à poursuivre les efforts en perspective des prochaines évaluations mutuelles du GAFIMOAN.